

Demande de Proposition RFP

Date d'émission : 29 Decembre 2023
Date de clôture des Questions : 05 Janvier 2024 à 23H59 Heure locale
Date de réponse aux questions : 08 Janvier 2024 à 15H00 Heure locale
Date limite de soumission de proposition : 12 Janvier 2024 à 10H30 Heure locale
Ouverture des plis : 15 Janvier 2023 à 10H 00 Heure locale

Objet : **Demande de propositions n° 012** « Engagement et participation citoyenne des Femmes, Jeunes, Hommes et personnes vivant avec Handicap dans le processus l'élaboration des plans eau, hygiène, assainissement et périmètres maraichers dans les communes cibles de la cohorte 2 pour un meilleur accès à l'eau et l'assainissement »

- Lot 1: Sikasso
- Lot 2: Kadiolo
- Lot 3: Koutiala et Yorosso
- Lot4: Bougouni
- Lot 5: Yanfolila
- Lot 6: Kolondieba

Cher Monsieur/ Madame,

Vous êtes cordialement invités à soumettre une proposition technique et financière relative à **ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko. Demande de propositions n° 012 « Engagement et participation citoyenne des Femmes, Jeunes, Hommes et personnes vivant avec Handicap dans le processus l'élaboration des plans eau, hygiène, assainissement et périmètres maraichers dans les communes cibles de la cohorte 2 pour un meilleur accès à l'eau et l'assainissement en Six (06) Lots distincts »**

- ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko a l'intention d'émettre **Six Contrats de sous-traitance à prix fixe** pour ce travail. **A noter que les Bureaux/ONG/Firmes pourront postuler pour le nombre de lot souhaiter mais aucun bureau ne pourrait se voir octroyer plus d'un lot.**
- Les coûts engagés par les répondants pour la préparation d'une proposition et de la négociation du contrat ne sont pas remboursables.
- ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko ne doit pas nécessairement accepter n'importe laquelle des propositions soumises.
- ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko se réserve le droit d'accepter une proposition d'offre sans autre discussion.
- ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko évaluera uniquement les propositions d'entreprises/firmes qualifiées et enregistrées sous licence pour exécuter et mettre en œuvre les travaux dans le cadre de ce projet.
- Les soumissionnaires sont tenus d'obtenir l'assurance DBA avant le début des services. Voir la section 2. Proposition financière pour plus d'information.
- Les offres doivent être en mesure de compléter tous les éléments indiqués dans l'énoncé des travaux de la pièce jointe A.
- Note à l'offreur de la DP : ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko se réserve le droit d'ordonner les phases ou les activités les plus avantageuses pour Tetra Tech ARD.
- **Code géographique autorisé de l'USAID**-Tous les biens et services offerts dans le cadre de cette sollicitation ou fournis dans le cadre d'une attribution résultante doivent respecter **le code**



géographique de l'USAID 935 conformément au Code des règlements fédéraux des États-Unis (CFR), [22 CFR §228](#). Les Soumissionnaires ne peuvent pas offrir ou fournir des marchandises ou des services qui sont fabriqués ou assemblés dans l'un des pays suivants, ou qui sont expédiés ou transportés par l'un de ces pays, ou qui impliquent l'un de ces pays : Cuba, Iran, Corée du Nord, Soudan (Nord), Syrie.

- Les Soumissionnaires NE DOIVENT PAS fournir de biens et/ou de services qui utilisent des produits de télécommunications et de vidéosurveillance des sociétés suivantes : Huawei Technologies Company, ZTE Corporation, Hytera Communications Corporation, Hangzhou Hikvision Digital Technology Company, ou Dahua Technology Company, ou toute filiale ou affiliée de celles-ci, conformément à la réglementation FAR 52.204-25, acronyme de Federal Acquisition Regulation (Règlement sur les acquisitions fédérales).

Notez qu'en soumettant une réponse à cette DP, le Soumissionnaire comprend que l'USAID ne fait pas partie de cette sollicitation et que le Soumissionnaire accepte que toute contestation en vertu des présentes doit être présentée, par écrit avec une explication complète, à ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko pour examen, car l'USAID ne tiendra pas compte des contestations concernant les achats effectués par les partenaires d'exécution. ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko, à sa seule discrétion, prendra une décision finale sur les contestations concernant ces achats.

Questions

Toutes les questions et demandes de renseignements relatives à cette demande doivent être soumises avant la date de clôture pour les questions indiquées ci-dessus pour cette demande de propositions. "Tous les soumissionnaires" doivent soumettre leurs questions à [ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko](#) via l'adresse e-mail ci-dessous :

MaliAnkaJiko.Procurement@tetrattech.com

La ligne d'objet doit avoir : " **Questions sur DP n° 012 « Engagement et participation citoyenne des Femmes, Jeunes, Hommes et personnes vivant avec Handicap dans le processus l'élaboration des plans eau, hygiène, assainissement et périmètres maraichers dans les communes cibles de la cohorte 2 pour un meilleur accès à l'eau et l'assainissement » Lot**

Conformément à la procédure standard, toutes les demandes de renseignements et les commentaires seront partagés avec le reste des soumissionnaires ainsi que la réponse de [ARD Inc Sarl /USAID Anka Jiko](#). Les Questions reçues après la date de clôture pour les Questions peuvent ne pas recevoir de réponse.

Exigences de présentation :

Les propositions doivent être soumises par courriel via l'adresse :

MaliAnkaJiko.Procurement@tetrattech.com

Avec comme objet : « **« Engagement et participation citoyenne des Femmes, Jeunes, Hommes et personnes vivant avec Handicap dans le processus l'élaboration des plans eau, hygiène, assainissement et périmètres maraichers dans les communes cibles de la cohorte 2 pour un meilleur accès à l'eau et l'assainissement » Lot**

Les propositions doivent comporter une offre technique (PDF) et une offre financière (en Excel).

Les offres doivent être transmises au plus tard le **12 Janvier 2023 à 10H30.**

Les propositions soumises par tout autre moyen ne seront pas prises en considération.

Les propositions reçues après l'heure exacte spécifiée pour la réception de l'offre sont considérées comme en retard et ne seront considérées qu'à la discrétion de **ARD INC SARL / USAID Anka Jiko**.



Instructions relatives à la proposition et format requis

Il est demandé aux Soumissionnaires d'organiser leurs propositions techniques et financières comme indiqué ci-dessous. Cette demande vise à faciliter l'examen des documents soumis à **ARD INC SARL / USAID Anka Jiko**, ce qui permettra une décision et un processus contractuel rapides.

Il est demandé aux Soumissionnaires d'organiser leurs propositions techniques et financières comme indiqué ci-dessous. Cette demande vise à faciliter l'examen des documents soumis à **ARD INC SARL / USAID Anka Jiko**, ce qui permettra une décision et un processus contractuel rapides.

Le Soumissionnaire doit soumettre son offre ou sa proposition au meilleur prix pour compléter l'énoncé des travaux dans l'Annexe A. Cette soumission doit contenir les informations suivantes détaillées dans les sections 1, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b, et 4 ci-dessous :

NB : Format souhaité - Type: Times New Roman, Taille de police 11, Marges: 1 pouce de chaque côté)

Section 1 : Lettre d'accompagnement de la proposition :

La lettre d'accompagnement de la proposition doit être signée par un représentant désigné et autorisé par une lettre dûment signée.

Section 2 : Proposition Technique :

La proposition technique doit être rédigée en français. Il doit y avoir un maximum de 10 pages dactylographiées, à l'exclusion des pièces jointes/documents justificatifs, avec un maximum de 3 pages pour les parties relatives à L'information sur la firme, Renseignement sur l'entreprise, Les performances passées des Trois dernières années.

La proposition technique aborde les sujets suivants:

A. Renseignements sur l'entreprise

- Indiquer le nom, l'adresse et inclure une copie de l'enregistrement de votre entreprise RCCM certifié, le NIF et le Quitus fiscal à jour certifié ou tout autres documents certifiant la légalité d'exercice et la situation fiscale de l'entité ;
- Indiquer les coordonnées principales à utiliser dans ce projet.
- Si vous envisagez de sous-traiter une partie des travaux demandés à d'autres entreprises ou institutions, veuillez fournir les renseignements ci-dessus pour chaque partenaire et le pourcentage des travaux qu'il effectuera.
- Décrire la structure de gestion de votre entreprise; énumérer tous les propriétaires.

B. Capacités de l'entreprises et performances passées

- i. Résumé des capacités de l'entreprise.
- ii. Résumé de l'expérience antérieure pertinente de votre entreprise dans l'exécution de travaux similaires à ceux décrits dans l'Annexe A, Énoncé des travaux (avec des attestations de bonne fin d'exécution certifiées).
- iii. Références de mise en œuvre des projets similaires avec des adresses emails et des contacts téléphoniques joignables.
Pour chaque projet, veuillez inclure le nom du client et ses coordonnées (informations à jour et les plus récentes requises, au cours des trois dernières années). **ARD INC SARL / USAID Anka Jiko** a l'intention de contacter certains de ces clients pour obtenir des témoignages sur la performance de votre entreprise dans les domaines suivants:

- La qualité du travail effectué par le Soumissionnaire.
- La rapidité des travaux effectués par le Soumissionnaire, et
- Savoir si le client ferait appel aux services du Soumissionnaire s'il a des besoins similaires à l'avenir.

C. Approche Technique

- i. Veuillez soumettre une description technique détaillée de la stratégie de mise en œuvre et de gestion envisagée pour ce projet détaillé à l'annexe A.
- ii. Veuillez indiquer la planification avec un calendrier détaillé des activités, qui adresse les exigences pour ce projet décrit en annexe A.
- iii. Identifiez le personnel clé qui travaillerait sur ce projet en supposant qu'il a été attribué. Veuillez inclure un bref commentaire sur leurs capacités et leur expérience. Fournissez des CV.

Section 3: Proposition Financière

La proposition financière faite par le Soumissionnaire doit représenter le meilleur rapport qualité-prix en réponse à la demande de soumission et doit contenir les éléments suivants :

- A. Le budget.** Les soumissionnaires doivent utiliser le modèle de budget de l'Annexe B.
- B. La description du budget.** Un exposé détaillé décrivant la base sur laquelle les coûts ont été calculés devrait être fourni pour permettre une analyse complète du rapport coût/prix du Soumissionnaire.

Assurance DBA : Veuillez noter que, conformément à la réglementation de l'USAID, les soumissionnaires doivent prévoir un budget pour l'assurance contre les accidents du travail. Pour plus d'information sur l'assurance DBA : Défense Base Act (starr.com)

NB : L'assurance DBA sera requise pour le contrat de sous-traitance et sera remboursée. Les coûts liés à l'assurance DBA seront inclus lors de la négociation du contrat de sous-traitance. Veuillez ne pas inclure la DBA dans votre proposition financière.

Taxes et TVA

L'accord dans le cadre de cette prestation n'autorise pas le paiement des taxes, de la TVA, des tarifs, des droits ou autres prélèvements imposés par les lois en vigueur dans le pays coopérant. Aucun de ces impôts, TVA, frais, tarifs, droits ou prélèvements du pays coopérant ne sera payé dans le cadre d'une commande résultant de cette demande de propositions. L'adjudicataire du marché devra alors soumettre ses factures lors des paiements sans TVA.

Le projet se réserve le droit de requérir auprès des services des impôts de l'attestation de franchise de la TVA au compte l'adjudicataire du marché au besoin sur la base de son offre financière

Attestations requises

Le Soumissionnaire doit soumettre les attestations signées requises, tel qu'indiqué à l'Annexe E.

Liste des Annexes

- | | |
|------------|--|
| Annexe A : | Termes de Références |
| Annexe B : | Budget |
| Annexe C : | Critères d'évaluation des propositions |
| Annexe D : | Certifications requises |



L'annexe (A)

Terms de Référence



a Tetra Tech Company

L'annexe (B)

Le budget



Critères d'évaluation des propositions

Certifications

1. CERTIFICATION SUR LES QUESTIONS CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ.

Référence FAR 52.209-5.

Comme prescrit au paragraphe 9.104-7 (a), insérer la disposition suivante:

Certification concernant les questions de responsabilité (Aug 2020)

- (a) (1) Le soumissionnaire certifie, au meilleur de sa connaissance et de sa croyance, que –
- (i) Le soumissionnaire et/ou l'un de ses dirigeants –
 - (A) Ne sont pas actuellement interdit, suspendu, proposé pour radiation, ou déclaré non éligibles à l'attribution des marchés par tout organisme fédéral ;
 - (B) N'ont pas dans un délai de trois ans précédant cette offre, été reconnus coupables ou ont eu un jugement civil prononcé contre eux pour: fraude ou une infraction pénale en rapport avec l'obtention, la tentative d'obtention ou d'exécution d'un contrat ou sous-traitance public (fédéral , état ou local); d'une violation des lois antitrust fédérales ou état relatives à la soumission des offres; ou la commission de détournement de fonds, de vol, de faux, de corruption, de falsification ou de destruction d'enregistrements, de fausses déclarations, d'évasion fiscale, de violation des lois fiscales fédérales, ou de réception de biens volés; et
 - (C) Ne sont pas actuellement inculpés ou accusés de façon criminelle ou civile par une entité gouvernementale ayant commis une des infractions énumérées à l'alinéa a) (1) (i) (B) de cette disposition.
 - (D) N'ont pas pendant une période de trois ans précédant cette offre, a été informé d'aucun impôt fédéral en attente pour un montant qui dépasse 3 000 \$ pour laquelle le passif demeure insatisfait.
 - (1) Les taxes fédérales sont considérées comme défaillantes si les deux critères suivants s'appliquent:
 - (i) *La dette fiscale est finalement déterminée.* La responsabilité est finalement déterminée si elle a été évaluée. Un passif n'est finalement pas déterminé s'il existe une contestation administrative ou judiciaire en instance. Dans le cas d'une contestation judiciaire de la responsabilité, la responsabilité n'est finalement déterminée que lorsque tous les droits de recours judiciaires ont été épuisés.
 - (ii) *Le contribuable est en défaut de paiement.* Un contribuable est en défaut si le contribuable n'a pas payé le passif d'impôt lorsque le paiement intégral était dû et exigé. Un contribuable n'est pas délinquant dans les cas où une action de recouvrement forcée est exclue.

(2) *Exemples.*

- (i) Le contribuable a reçu un avis d'insuffisance, en vertu de l'I.R.C. § 6212, qui donne droit au contribuable de demander un examen de la Cour de l'impôt taxe proposée sont élevées. Ce n'est pas un délinquant parce qu'il n'est pas un impôt final. Les contribuables devraient demander l'examen de la Cour de l'impôt, ce ne sera pas un impôt à payer final jusqu'à ce que le contribuable ait exercé tous les droits d'appel judiciaire.
 - (ii) L'IRS a déposé un avis de privilège d'impôt fédéral en ce qui a trait à une obligation fiscale, et que le contribuable a reçu un avis en vertu de l'I.R.C. § 6320 autorisant le contribuable à demander une audience auprès du Bureau d'appel de l'IRS contestant le dépôt de privilège, et à faire appel à la Cour de l'impôt si l'IRS détermine le maintien du dépôt de privilège. Au cours de l'audition, le contribuable a le droit de contester le passif d'impôt sous-jacent parce que le contribuable n'a pas eu auparavant la possibilité de contester le passif. Ce n'est pas une taxe en souffrance parce ce n'est pas un passif d'impôt final. Si le contribuable demande une révision de la Cour des impôts, ce ne sera pas un dernier impôt jusqu'à ce que le contribuable ait exercé tous les droits d'appel judiciaire
 - (iii) Le contribuable a conclu une entente échelonnée conformément à l'I.R.C. § 6159. Le contribuable effectue des paiements en temps opportun et se conformant entièrement aux termes du contrat. Le contribuable n'est pas délinquant parce qu'il n'est pas tenu de verser le paiement intégral.
 - (iv) Le contribuable a déposé une demande de protection contre la faillite. Le contribuable n'est pas délinquant car la mesure de recouvrement forcée est restée sous 11 USC. 362 (le Code de la faillite).
 - (ii) Le soumissionnaire n'a pas, dans une période de trois ans précédant cette offre, a un ou plusieurs contrats résiliés par défaut par une agence fédérale.
- (2) "Dirigeants" aux fins de cette attestation, désigne agents, directeurs, propriétaires partenaires ; et, les personnes ayant des responsabilités principales de supervision ou de gestion au sein d'une entreprise (p. ex., directeur général ; le directeur d'usine ; chef d'une filiale, division ou secteur d'activité et des postes similaires.

Cette certification concerne une question relevant de la compétence d'une Agence des États-Unis et la fabrication d'une attestation fausse, fictive ou frauduleuse soumettant ainsi le fabricant aux poursuites judiciaires conformément à l'article 1001, Titre 18 du Code des États-Unis.

- (b) Le soumissionnaire doit fournir immédiatement un avis écrit à l'agent contractant si, à tout moment avant l'attribution du marché, l'entrepreneur apprend que sa certification était erronée lorsqu'elle a été soumise ou qu'elle est devenue erronée à cause d'un changement de circonstances.
- (c) Une attestation indiquant que l'un des articles figurant à l'alinéa a) de cette disposition n'entraînera pas forcément la retenue d'une décision en vertu de la présente invitation. Toutefois, la certification sera considérée dans le cadre de la détermination de la responsabilité de l'initiateur: responsabilité. L'omission de l'initiateur de fournir une attestation ou de fournir les informations complémentaires requises par l'agent contractant peut rendre l'entrepreneur non responsable.
- (d) Rien dans ce qui précède ne sera interprété comme exigeant l'établissement d'un système d'enregistrements afin de rendre, de bonne foi, l'attestation exigée par le paragraphe (a) de cette



disposition. La connaissance et l'information de Le soumissionnaire ne sont pas exigées pour excéder ce qui est normalement possédé par une personne prudente dans le cours normal des affaires.

- (e) La certification figurant à l'alinéa a) de cette disposition est une représentation matérielle des faits sur laquelle on s'est appuyée lors de l'attribution. S'il est déterminé plus tard que Le soumissionnaire a sciemment délivré une attestation erronée, en plus d'autres voies recours dont dispose le gouvernement, l'agent contractant peut mettre fin au contrat à la suite de cette sollicitation défaillante.

2. CERTIFICATION INDIVIDUELLE DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE STUPÉFIANTS ET DE TRAFIC DE DROGUE

22 CFR Part 140, l'interdiction sur l'assistance aux trafiquants de drogue.

Remarque : Cette attestation doit être remplie par toute personne clé proposée dans le projet.

J'atteste qu'au cours des dix dernières années :

1. *Je n'ai pas été reconnu coupable d'une violation ou d'une conspiration pour violer toute loi ou règlement des États-Unis ou de tout autre pays concernant les stupéfiants ou les psychotropes ou d'autres substances réglementées.*
2. *Je ne suis pas et n'ai pas été un trafiquant de drogues des substances réglementées.*
3. *Je ne suis pas et n'ai pas été un assistant, un inspirateur, un conspirateur ou en collusion avec d'autres personnes dans le trafic illicite de ces drogues ou substances.*

REMARQUE:

1. Vous êtes tenu de signer cette attestation en vertu des dispositions du 22 CFR part 140, Interdiction sur l'Assistance aux trafiquants de drogue. Ces règlements ont été émis par le

Département d'État et exigent que certains individus importants des organisations doivent signer cette attestation

2. Si vous faites une fausse certification, vous êtes assujetti aux poursuites pénales américaines en vertu de 18 U.S.C. 1001.
3. Une fausse attestation d'une personne clé impliquée dans le projet, entraînera la cessation de son contrat avec l'opérateur.

3. CERTIFICATION CONCERNANT LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES

Mise en œuvre de l'ordonnance exécutive 13224

Certification concernant le financement des activités terroristes. Mise en œuvre de l'ordonnance exécutive 13224

- (a) Le bénéficiaire, au meilleur de ses connaissances actuelles, n'a pas fourni, au cours des dix dernières années, et prendra toutes les mesures raisonnables pour s'assurer qu'il ne fournira pas sciemment, un soutien matériel ou des ressources à toute personne ou entité qui s'engage, tente de commettre, défend,



facilite, ou participe à des actes terroristes, ou qu'il a commis, tenté de commettre, facilité ou participé à des actes terroristes, tel que ce terme est défini au paragraphe (c).

(b) Les étapes suivantes peuvent permettre au bénéficiaire de se conformer à ses obligations en vertu de l'alinéa (a)

- (1) Avant de fournir tout soutien matériel ou des ressources à une personne ou une entité, le bénéficiaire devra vérifier que l'individu ou l'entité ne dispose pas (i) apparaissent sur la liste principale des Ressortissants Spécialement Désignés et des Personnes Bloquées, laquelle liste est gérée par le Trésor américain le bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC) et est disponible en ligne à : site web de l'OFAC [Http://www.treas.gov/offices/eotffc/ofac/sdn/t11sdn.pdf](http://www.treas.gov/offices/eotffc/ofac/sdn/t11sdn.pdf), ou (ii) n'est pas incluse dans les informations supplémentaires concernant des personnes ou entités qui peuvent être fournis par l'USAID pour le bénéficiaire.
- (2) Avant de fournir tout soutien matériel ou des ressources à une personne ou une entité, le bénéficiaire vérifie également que la personne ou l'entité n'a pas été désigné par le service de sécurité des Nations Unies (CSNU) Comité des sanctions créé par la résolution 1267 (1999) (le "Comité") [1267 individus et entités associés aux Taliban, Oussama ben Laden, ou l'Organisation Al-Qaïda]. Pour déterminer s'il y a eu désignation de publié une personne ou entité par le Comité 1267, le bénéficiaire devrait se reporter à la liste disponible en ligne sur le site web du Comité : [Http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm](http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm).
- (3) Avant de fournir tout soutien matériel ou des ressources à une personne ou une entité, le bénéficiaire devra tenir compte de toutes les informations au sujet de cette personne ou entité dont elle a connaissance et toutes les informations qui peuvent raisonnablement être à sa disposition ou dont il devrait être au courant.
- (4) Le bénéficiaire va également mettre en œuvre des procédures de contrôle et de surveillance pour protéger contre l'aide détournée pour soutenir des activités terroristes.
- (5) Le bénéficiaire va également mettre en œuvre des procédures de contrôle et de surveillance pour protéger contre l'aide détournée pour soutenir des activités terroristes.

(c) Aux fins de cette certification –

(1) Un soutien matériel et des ressources" désignent les espèces ou instruments monétaires ou titres financiers, services financiers, hébergement, formation, conseils d'experts ou l'aide, coffres-forts, de faux documents ou 'identification, l'équipement de communication, des installations, des armes, des substances létales, d'explosifs, de personnel, de transport, et d'autres biens physiques, à l'exception d'objets médicaux ou religieux

(2) Acte de terrorisme" signifie-

- (i) Un acte interdit en vertu de l'une des 12 conventions et protocoles des Nations Unies relatifs au terrorisme (voir ONU terrorisme Site Internet : [Http://untreaty.un.org/English/Terrorism.asp](http://untreaty.un.org/English/Terrorism.asp)) ; où
- (ii) Un acte prémédité, de la violence à caractère politique perpétrés contre des cibles non par des groupes sous-nationaux ou des agents clandestins ; où
- (iii) Tout autre acte destiné à causer la mort ou des blessures corporelles graves à un civil ou à toute autre personne qui ne participe pas activement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque le but d'un tel acte, par sa nature ou son contexte, est d'intimider une population, ou



d'obliger un gouvernement ou une organisation internationale à faire ou à s'abstenir de faire un acte

- (3) "Entité "signifie un partenariat, une association, une société ou une autre organisation, groupe ou sous-groupe.
- (4) Les références dans cette certification à la fourniture d'un soutien matériel et des ressources ne sont pas considérées comme incluant la fourniture de fonds de l'USAID ou de produits financés par l'USAID aux bénéficiaires ultimes de l'aide de l'USAID, tels que les bénéficiaires d'aliments, de soins médicaux, prêts aux micro- entreprises, le logement, etc., à moins que le bénéficiaire ne puisse croire qu'un ou plusieurs de ces bénéficiaires s'engagent, tentent de commettre, prônent, facilitent ou participent à des actes terroristes ou ont commis, tenté de commettre, de faciliter ou de participer aux actes terroristes.
- (5) Les obligations du bénéficiaire en vertu de l'alinéa a) ne sont pas applicables à l'achat de biens et/ou services par le bénéficiaire qui sont acquis dans le cours normal des affaires par l'intermédiaire de marché ou de l'achat, par exemple, les services publics, les loyers, les fournitures de bureau, de l'essence, etc., à moins que le bénéficiaire ait des raisons de croire qu'un vendeur ou fournisseur de ces biens et services s'engage,
- (6) Tente de commettre, défendre, facilite, ou participe à des actes terroristes, ou qu'il a commis, tenté de commettre, facilité ou participé à des actes terroristes

Cette certification est un terme et une condition expresse de l'accord et toute violation de celui-ci sera un motif de résiliation unilatérale de l'accord par l'USAID avant la fin de son mandat."

4. Procédures ANTI-KICKBACK

Référence 52.203-7 FAR (« U.S. Federal Acquisition Regulations »).

Comme prescrit au 3.502-3, insérer l'article suivant :

Procédures Anti-Kickback (Jun 2020)

(a) Définitions.

« Pot-de-vin », tel qu'employé dans le présent article, désigne tout argent, frais, commission, crédit, cadeau, gratification, une chose de valeur, ou compensation de quelque nature que ce soit qui est assuré, directement ou indirectement, à tout entrepreneur principal, l'entrepreneur principal, son employé, sous-traitant, son employé dans le but d'obtenir indûment ou de récompenser un traitement favorable dans le cadre d'un premier contrat ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance portant sur un premier contrat.

« Personne », tel qu'utilisé dans cette clause, désigne une société, un partenariat, une association commerciale de toute nature, une fiducie, une société par actions ou un particulier.

« Premier contrat », tel qu'employé dans le présent article, désigne un contrat ou un contrat d'action conclu par les États-Unis en vue de l'obtention de fournitures, matériels, équipements ou services de quelque nature que ce soit.

« Entrepreneur principal » utilisé dans cette clause désigne une personne qui a conclu un contrat principal avec les États-Unis.

« Employé de l'entrepreneur principal », tel qu'utilisé dans cet article, désigne tout agent, associé, employé ou agent d'un entrepreneur principal.

« Sous-traitant », employé dans le présent article, s'entend d'un contrat ou d'action contractuel conclu par un entrepreneur principal ou sous-traitant en vue de l'obtention de fournitures, matériels, équipements, ou des services de toute nature en vertu d'un contrat principal.

« Sous-traitant », tel qu'employé dans le présent article :

- (1) Désigne toute personne, autre que le premier entrepreneur, qui se propose de fournir ou fournit des fournitures, matériaux, équipements, ou des services de toute nature en vertu d'un premier contrat ou d'une sous-traitance conclue dans le cadre de ce premier contrat, et
- (2) Il s'agit de toute personne qui propose de fournir ou fournit des fournitures générales pour l'entrepreneur principal ou un sous-traitant de niveau supérieur.

« Sous-traitant, employé » employé dans le présent article, désigne tout agent, associé, employé ou agent d'un sous-traitant.

(b) La loi Anti-Kick back de 1986 (41 U.S.C.51-58) (la Loi) interdit à toute personne de -

- (1) Fournir ou de tenter de fournir ou se proposer de fournir tout Pot-de-vin;
- (2) Solliciter, d'accepter ou d'essayer d'accepter Pot-de-vin ; où
- (3) Y compris, directement ou indirectement, le montant de tout pot-de-vin dans le prix du contrat facturé par un entrepreneur principal vers les États-Unis ou dans le prix du contrat facturé par un sous-traitant d'un entrepreneur principal ou sous-traitant de niveau supérieur.

(c)

- (1) L'entrepreneur doit mettre en place et suivre des procédures raisonnables conçues pour prévenir et détecter les éventuelles violations décrites au paragraphe (b) de cette clause dans ses propres activités et de diriger les relations d'affaires
- (2) Lorsque l'entrepreneur a des motifs raisonnables de croire qu'une violation décrite à l'alinéa (b) de la présente clause peut avoir eu lieu, l'entrepreneur doit signaler par écrit la violation éventuelle. Ces rapports doivent être adressés à l'inspecteur général de l'agence contractante, le chef de l'agence contractante si l'agence n'a pas d'inspecteur général ou le ministère de la Justice.
- (3) L'entrepreneur doit coopérer pleinement avec tout organisme fédéral chargé d'enquêter sur une possible violation de l'alinéa (b) de la présente clause.
- (4) L'agent des marchés peut :
 - (i) Compenser le montant du pot-de-vin par rapport aux sommes dues par les États-Unis en vertu du contrat principal et/ou
 - (ii) Ordonner que l'entrepreneur principal retienne du sous-traitant des sommes dues en vertu du contrat principal du montant du pot-de-vin. L'agent peut ordonner que les montants retenus en vertu de la subdivision (c)(4)(ii) de la présente clause sera versée au gouvernement à moins que le gouvernement ait déjà compensé ces sommes à la sous-section (c)(4)(i) de la présente clause. Dans les deux cas, l'entrepreneur principal doit informer l'agent contractant lorsque l'argent est retenu.
- (5) L'entrepreneur s'engage à incorporer le contenu de cette clause, dont le sous-alinéa (c) 5) mais à l'exception de l'alinéa (c)(1), dans tous les contrats de sous-traitance da le cadre de ce contrat qui dépassent 150 000 \$.



5. CERTIFICATION ET DIVULGATION CONCERNANT LES PAIEMENTS POUR INFLUENCER CERTAINES TRANSACTIONS FÉDÉRALES

FAR Référence 52.203-11.

Comme prescrit dans 3,808(a), insérer la disposition suivante :

Certification et Divulcation Concernant les Paiements pour Influencer Certaines Transactions Fédérales

(SEPT 2007)

- (a) Définitions. Comme utilisé dans cette disposition-" le contact de lobbying " s'entend au sens prévu dans 2 U.S.C. 1602(8). Les termes "agence", "influencer ou tentative d'influence ", "agent ou employé d'une agence", "personne", "une compensation raisonnable," et "employé régulier" sont définis dans le présent article intitulé "Limitation sur les paiements pour d'influencer sur certaines transactions fédérales" (52.203-12).).
- (b) Interdiction. L'interdiction et les exceptions contenues dans la clause FAR de cette sollicitation intitulée «Limitation des paiements pour influencer sur certaines transactions fédérales» (52.203-12) sont incorporées par renvoi dans cette disposition.
- (c) La certification. Le soumissionnaire, par la signature de son offre, certifie, au meilleur de sa connaissance et de sa conviction qu'aucune affectation de fonds fédéraux a été payés ou ne sera accordé à une personne pour l'influencer ou de tenter d'influencer un fonctionnaire ou un employé d'une agence, d'un membre du Congrès, un agent ou un employé du Congrès, ou un employé d'un membre du Congrès en son nom dans le cadre de l'attribution de ce contrat.
- (d) La divulgation. Si des inscrits en vertu de la Loi sur la divulgation de lobbying de 1995 ont fait un contact de lobbying au nom de Le soumissionnaire à l'égard de ce contrat, Le soumissionnaire doit remplir et soumettre, avec son offre, le Formulaire Standard de OMB LLL, la divulgation des activités de lobbying pour fournir le nom des inscrits. Le soumissionnaire n'a pas besoin de faire régulièrement le rapport sur les cadres ou employés de Le soumissionnaire à qui les paiements de compensation raisonnable ont été effectués.
- (e) Pénalité. Présentation de cette certification et la communication est une condition préalable à l'établissement ou à la conclusion de ce contrat imposé par 31 U.S.C. 1352. Toute personne qui effectue une dépense interdite en vertu de la présente disposition ou qui omet de produire ou modifier la divulgation doit être produite ou modifiée par la présente disposition, seront
- (f) Soumis à une amende civile d'au moins de 10 000 \$, et d'au plus de 100 000 \$, pour chaque défaillance.

6. RECONNAISSANCE DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE ET DE CONDUITE DES AFFAIRES

ARD INC SARL / USAID Anka Jiko s'engage à faire preuve d'intégrité dans l'approvisionnement et la sous-traitance, et sélectionne uniquement les soumissionnaires sur la base de critères commerciaux objectifs tels que le prix et le mérite technique.

ARD INC SARL / USAID Anka Jiko ne tolère pas la fraude, la collusion entre les soumissionnaires, les propositions/offres falsifiées, la corruption ou les pots-de-vin. Toute entreprise ou personne qui enfreint ces normes sera disqualifiée de ce marché, exclue des possibilités de marchés, et pourra être signalée à la fois à l'USAID et au Bureau de l'Inspecteur général des Etats-Unis.

Il est strictement interdit aux employés et aux agents de **ARD INC SARL / USAID Anka Jiko** de demander ou d'accepter de l'argent, des frais, des commissions, des crédits, des cadeaux, des gratifications, des objets



de valeur ou des compensations de la part des Soumissionnaire actuels ou potentiels en échange ou en récompense pour un service rendu. Les employés et les agents qui se livrent à ces pratiques pourront voir leurs contrats résiliés et seront signalés à l'USAID et au Bureau de l'Inspecteur général des Etats-Unis. En outre, **ARD INC SARM / USAID Anka Jiko** informera l'USAID et le Bureau de l'Inspecteur général de toute offre d'argent, de frais, de commission, de crédit, de cadeau, de gratification, d'objet de valeur ou de compensation par un fournisseur en contrepartie des prestations.

Les soumissionnaires qui répondent à la présente DP attestent qu'en soumettant une proposition:

- i. Ils ont divulgué toute relation étroite, familiale ou financière avec **ARD INC SARM / USAID Anka Jiko** ou le personnel du projet. Par exemple, si le cousin d'un Soumissionnaire est employé par le projet, le Soumissionnaire doit l'indiquer.
- ii. Ils ont divulgué toute relation familiale ou financière avec d'autres soumissionnaires qui soumettent des propositions. Par exemple, si le père du soumissionnaire possède une entreprise qui participe au même appel d'offre, le soumissionnaire doit l'indiquer.
- iii. Ils certifient que les prix de l'offre ont été fixés de manière indépendante, sans aucune consultation, communication ou accord avec tout autre soumissionnaire ou concurrent dans le but de restreindre la concurrence.
- iv. Ils certifient que toutes les informations contenues dans la proposition et toutes les pièces justificatives sont authentiques et exactes.
- v. Ils certifient avoir compris et acceptent les interdictions de **ARD INC SARM / USAID Anka Jiko** contre la fraude, la corruption et les pots-de-vin.

Veuillez contacter ARD.Ethics@tetrattech.com ou tetrattech@ethicspoint.com Pour toute question ou préoccupation concernant les informations ci-dessus ou pour signaler toute violation potentielle.

SIGNATURE

Par la signature ci-dessous, ou sur une offre intégrant ces représentations, certifications et autres déclarations d'offrants, l'entrepreneur certifie qu'elles sont exactes, actuelles et complètes, et que l'entrepreneur est au courant de la peine prescrite dans 18 USC. 1001 pour fausses déclarations dans les offres.

En signant ci-dessous, le sous-traitant fournit des certifications pour :

1. Certification concernant les questions de responsabilité - Aug 2020. (Référence FAR 52.209-5),
2. Interdiction de l'assistance aux trafiquants de drogue. (22 CFR Part 140),
3. Certification concernant le financement du terrorisme. (Mise en Œuvre de l'ordre exécutif 13224),
4. Procédures Anti-Kickback - June 2020. (Ici), et référence 52.203-7) et
5. Certification et divulgation concernant les paiements visant à influencer certaines transactions fédérales - SEP 2007 (référence FAR 52.203-11
6. Reconnaissance des exigences en matière d'éthique et de conduite des affaires

DP No : 007

Titre de la DP: **012** « Engagement et participation citoyenne des Femmes, Jeunes, Hommes et personnes vivant avec Handicap dans le processus l'élaboration des plans eau, hygiène, assainissement et périmètres maraichers dans les communes cibles de la cohorte 2 pour un meilleur accès à l'eau et l'assainissement » Lot.....

Nom du bureau d'études : _____

Nom et Titre: _____

Signature: _____ Date: _____

Toute l'Annexe E doit être signée par le soumissionnaire , et incluse dans les documents de la proposition technique.